

Règlement d'emprunt

Municipalité de St-Alphonse
Règlement numéro 259-2010

Règlement numéro 259-2010 décrétant une dépense de 240 000\$ et un emprunt de 220 000\$ pour financer la participation de la municipalité à titre de contribution du milieu au projet de construction par l'Office municipal d'habitation de Saint-Alphonse de 8 unités résidentielles pour les personnes âgées en légère perte d'autonomie avec services communautaires à Saint-Alphonse

ATTENDU que l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du conseil tenue le 1^{er} novembre 2010;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Yves Barriault, appuyé par le conseiller Julien St-Onge et résolu à l'unanimité des conseillers présents :

Que le règlement numéro 259-2010 est et soit adopté et que le conseil décrète ce qui suit :

- ARTICLE 1. Le conseil est autorisé à fournir un montant de 240 000\$ pour financer la participation de la municipalité à titre de contribution du milieu au projet de construction par l'Office municipal d'habitation de Saint-Alphonse de 8 unités résidentielles pour les personnes âgées en légère perte d'autonomie avec services communautaires à Saint-Alphonse, contribution indiquée à l'engagement définitif numéro ACL-00481 du programme Accès Logis Québec / LAQ.
- ARTICLE 2. Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 240 000\$ pour les fins du présent règlement.
- ARTICLE 3. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter une somme de 220 000\$ sur une période de 20 ans et d'approprier l'aide financière dans le cadre du Fonds de soutien aux territoires en difficulté au montant de 20 000\$.

ARTICLE 4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

ARTICLE 5. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

ARTICLE 6. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété par le présent règlement toute contribution ou subvention pouvant lui être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention lorsqu'il s'agit d'une diminution du terme décrété au présent règlement.

ARTICLE 7. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

AVIS DE MOTION 1^{ER} NOVEMBRE 2010
ADOPTÉ À LA SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 2010
APPROBATION REÇUE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES
MUNICIPALES ET DES RÉGIONS LE : 3 MARS 2011
PUBLIÉ LE 9 MARS 2011

Gérard Porlier
Maire

Reina Goulet, secrétaire-trésorière
et directrice générale